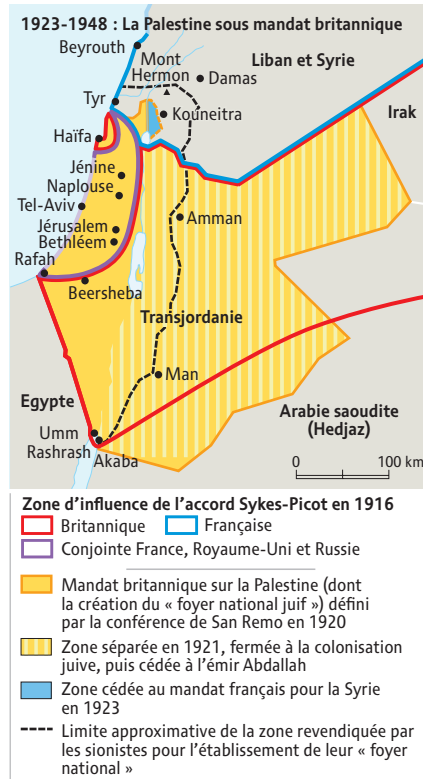
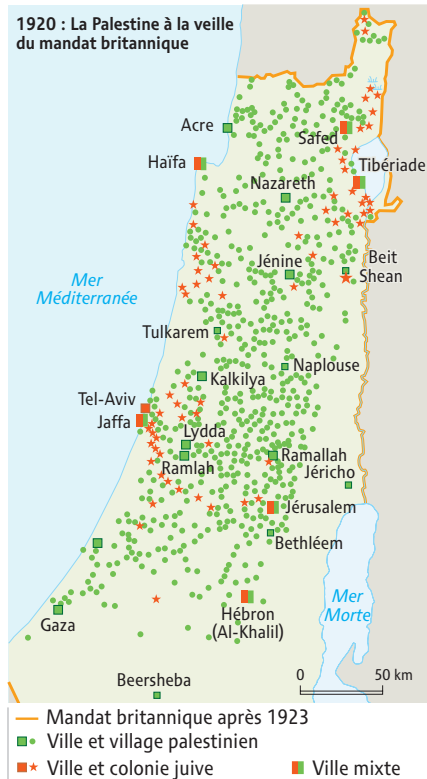
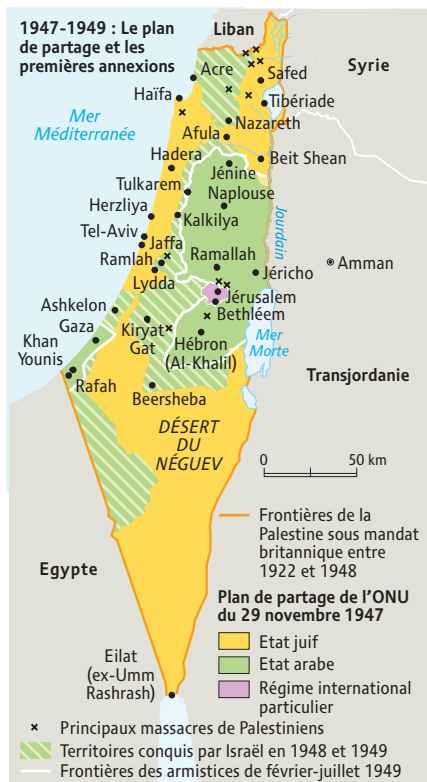


# De la centralité du conflit proche-oriental

► Cent ans de conflits



Parce qu'il forme l'arène d'un affrontement entre grandes puissances, le Proche-Orient représente un enjeu stratégique majeur depuis la première guerre mondiale. Le conflit israélo-arabe s'insère dans ce contexte, et dans la longue histoire de la colonisation.



Après la première guerre mondiale, un facteur s'avère déterminant dans la bataille pour le partage des dépouilles de l'Empire ottoman : l'enjeu pétrolier. S'assurant la part du lion, l'Empire britannique prend le contrôle de l'Irak, zone pétrolifère, et de la Palestine, débouché méditerranéen.

La promesse faite par lord Balfour au mouvement sioniste en 1917 de faciliter l'établissement en Palestine d'un « foyer national pour le peuple juif » s'inscrit dans l'optique coloniale de l'époque : le Royaume-Uni souhaitait ainsi favoriser l'établissement d'une colonie de peuplement européen qui, dépendant étroitement de la protection britannique, constituerait un bastion impérial au Proche-Orient. C'était ne pas tenir compte de la réaction arabe que cette entreprise susciterait. Des tensions apparaissent en Palestine dès les années 1920, avec le progrès de la colonisation sioniste. A la fin de la seconde guerre mondiale, le Royaume-Uni se désengage du conflit en confiant le dossier aux Nations unies. Le partage de la Palestine, avec la création d'un « Etat juif » sur 56% du territoire de la Palestine mandataire, est voté en novembre 1947.

Les affrontements entre Arabes et Juifs se transforment alors en conflit

## ► Situation en septembre 2010

### Principaux outils israéliens pour la restriction des déplacements de la population palestinienne et pour la fragmentation de la Cisjordanie :

- colonies et réseau de routes de contournement pour y accéder (interdit à la circulation palestinienne)
- entre 500 et 600 obstacles permanents rendant très difficile la circulation palestinienne : outre les points de contrôle, des monticules de terre, des blocs de béton, des portes grillagées ferment de nombreuses routes
- zones militaires fermées
- stricte politique de permis de circuler pour voyager du nord au sud de la Cisjordanie

régional, avec l'entrée en guerre des Etats environnants, au lendemain de la proclamation de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948. A l'issue de la première guerre israélo-arabe, en 1949, Israël contrôle 78% du territoire de la Palestine – vidé de la grande majorité de ses habitants arabes, expulsés ou réfugiés en dehors de la zone des combats sans plus jamais être autorisés à retourner chez eux. C'est dans un premier temps avec la France surtout, ainsi qu'avec le Royaume-Uni, que le nouvel Etat tisse des liens privilégiés. Avec ces deux puissances, il attaque l'Egypte, à la suite de la nationalisation de la compagnie du canal de Suez en 1956. Cette «agression tripartite» est bloquée par l'action convergente de Washington et de Moscou.

### DÉBOIRES AMÉRICAINS

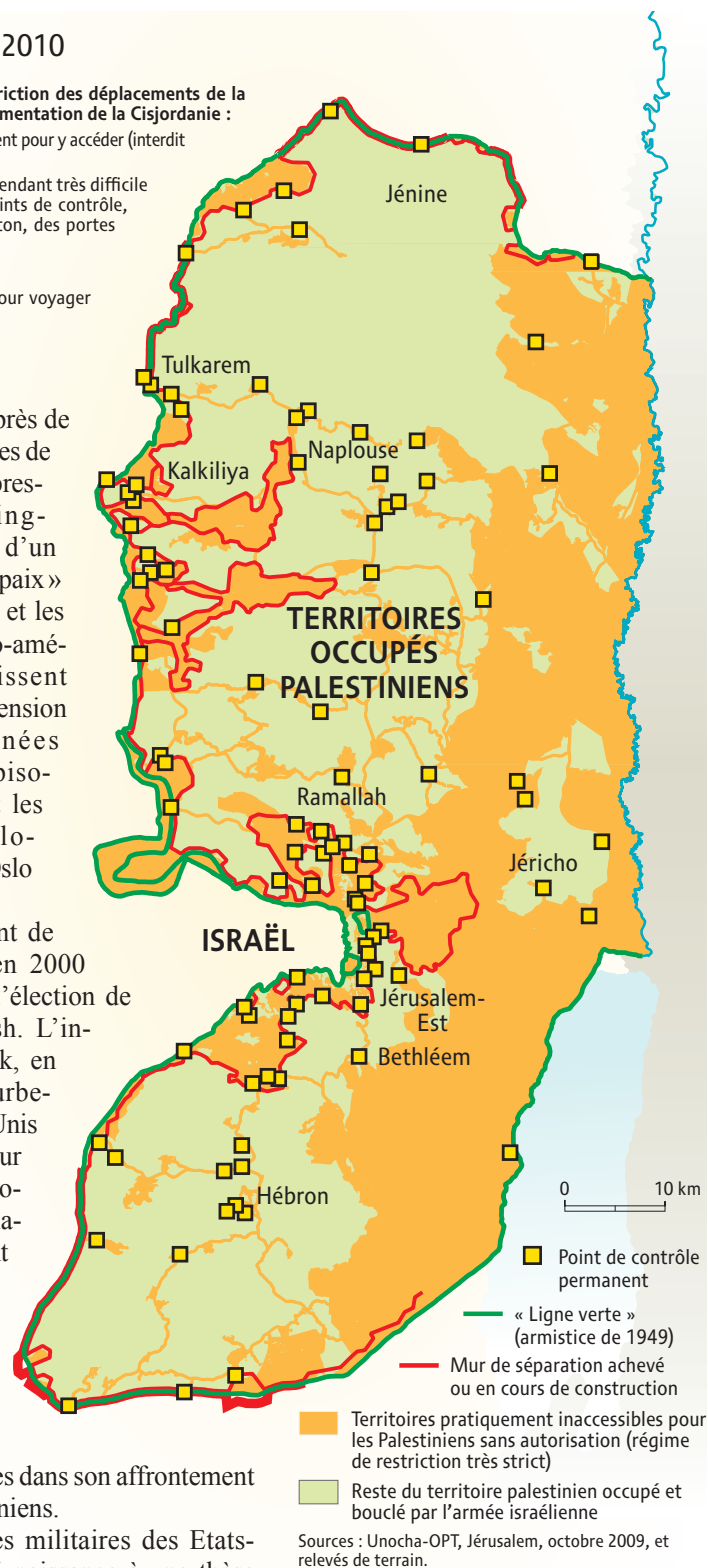
Vers le milieu des années 1960, devant la vague montante du nationalisme arabe allié à Moscou, Washington fait d'Israël un allié stratégique, accroissant son soutien financier et militaire. En juin 1967, lors de la guerre des six jours, Tel-Aviv assène un coup fatal aux deux régimes arabes les plus radicalement opposés aux Etats-Unis : l'Egypte et la Syrie. En même temps, le jeune Etat achève de s'emparer du territoire de l'ex-Palestine du mandat, faisant naître le problème des «territoires occupés», qui s'ajoute à celui des «réfugiés» de 1948.

La quatrième guerre israélo-arabe, dite «du Kippour» ou «du Ramadan», en octobre 1973, débouche sur une modification majeure des données stratégiques au Proche-Orient : le président égyptien Anouar El-Sadate, après avoir rompu avec Moscou, ancre son pays dans le giron américain et conclut une paix séparée avec Israël. Mais les Etats-Unis ne réussissent à établir massivement leur présence militaire au cœur de la zone pétrolière du Proche-Orient qu'en 1990, à l'occasion de la crise du Golfe. Après l'écrasement de l'Irak en 1991, George H. Bush s'attaque au règlement de la question palestinienne, comme il s'y

était engagé auprès de partenaires arabes de la coalition ; la pression de Washington en faveur d'un «processus de paix» cabré Tel-Aviv, et les rapports israélo-américains connaissent leur plus forte tension depuis les années 1950. De cet épisode découleront les accords israélo-palestiniens d'Oslo de 1993.

L'avortement de ce processus en 2000 coïncide avec l'élection de George W. Bush. L'invasion de l'Irak, en 2003, l'embourbement des Etats-Unis dans le Golfe, leur intervention prolongée en Afghanistan rehausent l'importance de l'allié israélien. Depuis 2001 et jusqu'à 2010, celui-ci a les coudées franches dans son affrontement avec les Palestiniens.

Les déboires militaires des Etats-Unis ont donné naissance à une thèse attribuant leur invasion de l'Irak, estimée contraire à leur «intérêt national», à l'influence du lobby pro-israélien. A cette idée furent opposés, d'une part, le fait que le gouvernement d'Ariel Sharon avait tenté de convaincre l'administration Bush d'attaquer plutôt l'Irak ; et, d'autre part, le fait que les ténors de cette administration, attachés à la perpétuation de l'empire américain en ce siècle du tarissement des réserves pétrolières mondiales, œuvraient depuis longtemps pour l'invasion de l'Irak.



## Bibliographie

- **Gilbert Achcar**, *L'Orient incandescent : Le Moyen-Orient au miroir marxiste*, Page deux, Lausanne, 2004
- **Henry Laurens**, *Paix et guerre au Moyen-Orient : L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2005
- **John Mearsheimer et Stephen Walt**, *Le Lobby pro-israélien et la Politique étrangère américaine*, La Découverte, Paris, 2009